

Société

SI VOUS NE NAISSEZ PAS FÉMINISTE, DEVENEZ-LE!

Emma Antropoli

04/09/2018

Le Réseau femmes PS 93, lancé en décembre 2017, a pour objectif principal de favoriser la prise de parole et la confiance des femmes à travers des formations au sein du Parti socialiste. Au-delà de cette expérimentation locale, le Réseau femmes PS 93 plaide plus largement pour la mise en place de la parité à tous les niveaux de l'organisation partisane et de la société, et propose d'en changer les pratiques afin d'atteindre l'égalité réelle.

En France, le débat sur l'égalité entre les femmes et les hommes est institutionnalisé par la loi du 4 août 2014. Pour autant, les combats à mener pour l'égalité réelle sont encore nombreux. En effet, si la finalité est globalement partagée par la population, moins nombreux sont ceux qui s'affirment comme « féministes ». Pourtant, le « féminisme » désigne « une doctrine qui préconise l'égalité entre l'homme et la femme et l'extension du rôle de la femme dans la société ».

Dans le féminisme, il faut distinguer l'action structurante des politiques publiques en faveur de l'égalité et l'engagement actif des individus. La lutte contre les inégalités peut et doit être institutionnalisée, c'est ce qui fixe le cadre du contrat social. En cela, l'État a un rôle régulateur, préventif et coercitif. Mais la loi n'est pas omnisciente : elle ne peut pas prévoir par avance les contournements ou les futures inégalités. Par conséquent, elle légifère *a posteriori* en s'attaquant aux symptômes (les conséquences des inégalités) plutôt qu'aux maux (leurs origines). La société civile doit, quant à elle, être à l'avant-garde du combat pour l'égalité en impulsant le changement social par le bas. En somme, si les institutions fixent le cadre, c'est à la société civile d'impulser le changement culturel, social et donc sociétal.

En tant qu'acteurs de la vie publique, les partis politiques ont un rôle central dans ce combat : à la fois par le cadre idéologique qu'ils défendent, par l'exemplarité en leur sein et par leur influence sur la société. Ainsi, dans les textes, le Parti socialiste s'affirme comme un parti féministe : dans sa déclaration de principes – « Nous construisons l'égalité réelle. [...] Pas d'humanité libre sans égalité entre les femmes et les hommes : le socialisme est un féminisme – et dans ses statuts, où il fixe la règle de parité dans les instances ou les investitures. Dans la société, il prône une politique

volontariste pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Cette volonté se confronte aux réalités militantes : celles de la permanence des inégalités entre les femmes et les hommes, même au sein d'un parti féministe. C'est le ressenti que nous avons eu avec plusieurs militantes du Parti socialiste de Seine-Saint-Denis. Les cadres fixés par le parti nous semblaient détournés. Nous avons donc décidé d'agir par le bas pour les rendre effectifs. Nous nous sommes posé la question des moyens et progressivement l'idée de créer un réseau de femmes, comme ceux qui existent dans certaines entreprises, s'est imposée.

Le Réseau femmes PS 93 est une expérimentation, issue d'une démarche empirique. Nous proposons ici de revenir sur les détails de cette expérience et sur la manière dont, initiée par la base militante au niveau local, elle s'insère dans une dynamique plus vaste visant l'égalité réelle.

Faire le choix d'agir

Des constats individuels à partager

Avant la création du réseau, il y avait une somme de constats individuels, souvent non exprimés. Si les femmes représentent la moitié de l'humanité, elles sont peu présentes et visibles dans la sphère politique. En effet, la plupart des grands élus ou des figures politiques nationales ou locales sont des hommes. De la même façon, les femmes étaient peu nombreuses à la fois dans les réunions mais également dans les prises de parole. La facilité aurait consisté à se réfugier derrière la parité affichée par l'organisation ou la justification de certaines femmes pour expliquer leur silence : « je n'ai pas envie de parler », « je n'ai rien préparé », « ça a déjà été dit »...

S'indigner et pousser à l'action

Conscientes et insatisfaites de cette situation, nous nous sommes réunies à sept en décembre 2017 au sein de la fédération PS de Seine-Saint-Denis, au Pré-Saint-Gervais. La première réunion de ce qui allait devenir le Réseau femmes PS 93 a permis, sans grand formalisme, de pointer du doigt l'ensemble des situations relayées, vécues ou ressenties qui concourraient à un positionnement différencié des femmes et des hommes dans l'organisation.

Dans les cadres partisans, nous avons fait le constat du contournement des règles de parité que pouvaient fixer à la fois la loi mais également notre parti. Ainsi, lorsque l'on analyse les élections départementales dont le scrutin est binominal paritaire, on observe que si les assemblées sont, de fait, paritaires, les présidents de l'exécutif sont à une écrasante majorité des hommes. De la même

façon, la répartition des délégations est genrée : celles dites « régaliennes » (sécurité, finance, urbanisme...) sont davantage investies par des hommes et celles dites « sociales » (petite enfance, affaires sociales, etc.) davantage tenues par des femmes. Aucune des femmes présentes, engagées dans la fédération, n'a été capable de citer un conseiller municipal à la petite enfance homme en Seine-Saint-Denis.

La situation est similaire dans l'organisation militante, notamment lors des réunions politiques : les femmes sont moins présentes. Elles évoquent différentes raisons : les réunions commencent en retard, elles se terminent à des heures indues, précisément quand les décisions se prennent et que la militante est partie, lui laissant ainsi l'impression qu'elle n'a pas eu son mot à dire. Parmi les femmes qui peuvent être présentes jusqu'au bout, très peu s'expriment. Plusieurs prétextes sont invoqués : la peur de ne pas dire quelque chose de pertinent, l'impression de n'avoir rien à dire, la peur de rallonger la réunion, d'être coupée, la volonté de ne pas répéter ce qui a été dit précédemment, la peur de passer après quelqu'un qui aura été bon orateur, la peur de parler en public au pupitre à la tribune, etc.

Agir à tous les niveaux

Les discussions que nous avons eues nous ont permis d'identifier deux leviers structurants pour permettre une égalité réelle au sein de notre organisation: les cadres (statuts, règlements) et la base militante. La préparation du Congrès de mars 2018 permettait de faire bouger l'organisation et de faire adopter des règles plus strictes pour le respect de la parité. Dans le même temps, il fallait agir sur la base militante à plusieurs niveaux : conscientiser les femmes et les hommes à ces situations que nous avons objectivées et former les femmes à prendre leur place dans l'organisation. Pour nous, cela passait par la maîtrise de la prise de parole.

L'une d'entre nous a alors proposé d'écrire collectivement une contribution pour le Congrès national du Parti socialiste qui se tenait dans notre département. Puisque le socialisme est un féminisme, nous avons décidé d'intituler notre texte *Ceci n'est pas une contribution féministe* (...c'est une contribution socialiste).

Rédigé sous forme d'interpellation des quatre candidats, il pose les bases idéologiques de notre action et fait émerger le collectif « Réseau femmes PS 93 ». Dressant le constat partagé de la violence des inégalités subies au quotidien et d'une organisation faite « pour les hommes », il met au débat 40 propositions pour permettre l'égalité réelle au sein du Parti socialiste. Parmi elles, des propositions pour imposer la stricte parité, y compris dans les postes dits « régaliens » : en somme, en finir avec la répartition genrée des postes et des mandats, avoir une parité dans la

répartition des circonscriptions dites « gagnables », simplifier les organisations et les organigrammes pour éviter de diluer les procédures et les responsabilités, modifier le format des réunions (alternance femme-homme des prises de parole, si aucune femme ne parle, la réunion s'arrête, limiter la durée des interventions...). Le texte nous a permis de comprendre que nous n'étions pas seules. En effet, il a rapidement été signé par plus de 150 militants, femmes et hommes, qui se reconnaissaient dans notre démarche. Du fait qu'aucune femme n'était candidate au poste de Premier secrétaire, tous les prétendants au poste devaient se positionner sur le sujet de l'égalité femme-homme et notre texte a reçu un large écho médiatique, le journal *Marianne* titrant même : « Ce que proposent les quatre candidats mâles pour l'égalité femmes-hommes ».

Interpeler collectivement les décideurs et faire bouger les cadres de l'organisation

Plusieurs candidats ont fait la démarche de solliciter directement une rencontre pour échanger sur nos propositions et s'engager sur certaines d'entre elles. Pour nous, cet exercice était double : que certaines femmes qui n'osaient pas prendre la parole rencontrent le potentiel futur Premier secrétaire pendant un entretien privé et que nos propositions puissent être défendues. Toutes se sont prêtées au jeu.

Les quatre candidats se sont engagés sur chacune de nos propositions et leur mise en œuvre s'ils étaient élus. Nous avons relayé sur notre blog les compte-rendus des entretiens qui ont été repris dans la presse. Ainsi, la première question des journalistes lors du débat entre les quatre candidats sur LCI a été celle de l'égalité femme-homme : le sujet était clairement mis à l'agenda politique.

À l'issue du Congrès, nos propositions ont été reprises tant au niveau national que fédéral, notamment sur la répartition paritaire des postes dits « régaliens » ou encore sur le format des réunions. Ainsi, lors des réunions départementales en Seine-Saint-Denis, la prise de parole est alternée, les temps d'intervention sont limités à deux minutes et si aucune femme ne parle, la réunion s'arrête. Aucune réunion n'a été suspendue depuis mars 2018.

Or, si nous avons fait bouger les cadres de l'organisation, il restait un travail fondamental : lever les barrières psychologiques et les *habitus* qui empêchaient les femmes de se mettre en avant dans des réunions et cela ne pouvait s'opérer que de manière plus confidentielle, par un travail assidu au cœur de la base militante. De là, le réseau est devenu un objet politique, il a permis d'être le lieu d'une expérimentation de l'action féministe à l'échelle locale.

Le Réseau femmes PS 93 : un lieu d'expérimentation devenu un laboratoire

Si le réseau procède d'une démarche empirique, sa constitution et son organisation répondent à une conviction : prôner l'émancipation des femmes comme levier du combat féministe.

Structurer le réseau

Il a d'abord fallu définir l'objet, les modalités d'organisation et de recrutement de ce réseau de femmes. Il rassemble des femmes du Parti socialiste de Seine-Saint-Denis dans toute leur diversité militante (élues, militantes de terrain de tous courants politiques, sympathisantes) et socioprofessionnelle (âge, profession...). Son maître-mot est la bienveillance afin de permettre à chacune, quel que soit son parcours, de trouver sa place dans le collectif. Il s'étend grâce au bouche-à-oreille et à la cooptation. Le réseau n'est pas expansionniste, il fonctionne avec un noyau dur de convaincues, par l'approfondissement plutôt que par l'élargissement. Il a été pensé comme un centre de formation, d'entraide et de *coaching* à destination des femmes. Quatre réunions de formation se sont tenues depuis le début de l'année.

La prise de parole comme moyen d'occuper l'espace

Le fil rouge de l'année 2018 a été la prise de parole comme un moyen d'occuper l'espace tant physique que politique dans l'organisation. Toutes les réunions ont été pensées pour permettre aux femmes de prendre confiance en elles et en leurs idées, d'apprendre à les exprimer et d'oser se lancer.

La première s'est tenue le 13 mars 2018 au Pré-Saint-Gervais. Nous y avons accueilli maître Martine Bouccara, avocate pénaliste au barreau de Paris. Habitée des grandes plaidoiries, elle a tout de suite tombé le masque : « Moi aussi, j'ai peur ». Son intervention a permis de déconstruire l'ensemble des mécanismes de peur liés à la prise de parole : « ça a un nom, ça s'appelle la glossophobie », nous a-t-elle dit. Les militantes présentes ont compris que la prise de parole leur ferait toujours peur, mais qu'il s'agissait de la maîtriser pour la transformer en énergie positive. Maître Bouccara nous a donné quelques trucs et astuces : écrire la première et la dernière phrase, parler avec le menton droit, maîtriser le silence... Elle a insisté sur un élément crucial : une prise de parole ne s'improvise pas, elle se prépare. Depuis, dans l'ensemble des réunions auxquelles nous participons, nous demandons systématiquement un ordre du jour afin de pouvoir préparer nos interventions. Martine Bouccara nous a confié qu'elle était victime de sexisme au quotidien, par exemple lors du salut de ses confrères masculins : « Bonjour cher confrère, bonjour Martine ».

Lors de la réunion suivante, en avril, nous avons accueilli Sylvain Bruno, conseiller presse et communication, ancien membre de cabinets politiques, habitué des séances de *mediatraining* et des expressions publiques. Dans la continuité de maître Bouccara, son intervention devait permettre aux femmes d'appréhender la meilleure manière d'exprimer leurs idées, de choisir leurs mots pour préparer leurs prises de parole mais également de savoir répondre quand elles sont prises à partie, interrompues, invectivées. Cette réunion s'est conclue par un atelier pratique autour de fausses interviews de journalistes sur la politique locale et nationale.

Grâce à ces deux premières réunions, les militantes ont pu déconstruire les mécanismes de peur, comprendre l'importance de la préparation et du choix des mots pour délivrer leur message.

Nous souhaitions souder le collectif autour d'une activité de cohésion, toujours centrée sur la prise de parole. Les participantes ne se connaissaient pas ou peu et, même si les réunions étaient organisées en ateliers, beaucoup restaient en retrait. Nous avons fait appel à un acteur, Jean-Baptiste Germain, pour organiser un atelier d'improvisation au Théâtre Mains d'œuvres à Saint-Ouen. Les militantes étaient partagées entre excitation et appréhension car, pour la première fois, tout le monde allait *devoir* participer. Après une courte introduction, Jean-Baptiste Germain a demandé à chacune de se lever à son tour, de monter sur scène, de pousser un cri, de respirer et de donner son nom. Chaque militante s'est levée, l'une après l'autre et aucune n'a dû être poussée à monter sur l'estrade. D'autres exercices se sont enchaînés, saynètes d'improvisation individuelles et collectives, fous rires et beaucoup de décontraction. À l'issue, les militantes ont évoqué entre elles la réunion fédérale de la semaine suivante en promettant de « donner de la voix » et de monter à la tribune, « cette fois ». Cette formation a réellement soudé le groupe qui a pris conscience de l'intérêt du réseau d'un point de vue individuel (pour se former) et collectif (pour renforcer la place des femmes dans l'organisation).

La quatrième réunion s'est tenue au mois de juin 2018 à Montreuil, il s'agissait d'un double exercice de conscientisation et de projection, organisé sous forme d'atelier de *design thinking*. Les militantes devaient réfléchir à plusieurs sujets : « Les inégalités, quelles sources et comment y remédier ? » ; « Comment faire en sorte que davantage de femmes adhèrent au PS ? » ; « Le bilan du réseau femmes : quels apports et quel programme l'an prochain ? ». Cette formation a permis de mettre des mots sur des situations d'inégalité (objectivation et conscientisation), de réaliser le travail accompli pendant cette année de formation et de prendre une part active à l'avenir du réseau. Lors des ateliers de restitution, les femmes ont ensuite pris la parole, ultime entraînement avant la pause estivale.

Des résultats probants

Si le réseau a agi en interne, les premiers résultats concrets ont été observés au sein du Parti socialiste de Seine-Saint-Denis. En effet, soixante femmes ont fait la démarche de rejoindre le réseau, de nombreuses femmes se sont présentées et ont été élues secrétaires de section. Par ailleurs, une forme d'entraide et de bienveillance est à l'œuvre quand, avant une réunion, on voit une militante répéter son intervention avec une autre femme du réseau qui n'est nécessairement pas du même courant politique, la sororité est passée au premier plan. Ainsi, lors des deux réunions départementales qui se sont tenues avec les nouvelles règles que nous avons fait établir, autant de femmes que d'hommes ont pris la parole, voire plus de femmes.

Le Réseau femmes PS 93 est une expérimentation mais il a vocation à s'adapter, à s'exporter. Depuis le Congrès du Parti socialiste du mois de mars 2018, plusieurs militantes nous ont contactées pour comprendre comment nous avons fonctionné et mettre en œuvre un réseau dans leur département.

Les préjugés, les freins et leur dépassement

Pour autant, le réseau n'a pas fait l'unanimité auprès des militants. Il a fallu vaincre les préjugés et convaincre celles et ceux qui étaient réticents à cette démarche. Il est intéressant de souligner que les deux sexes pouvaient tenir des réquisitoires similaires, notamment contre la non-mixité. Pourtant, le réseau n'est pas intrinsèquement non-mixte (l'un des fondateurs est un homme), mais les réunions de formation qui s'y tiennent sont destinées aux femmes. Ce choix peut paraître ambivalent voire sectaire, il n'a pas fait et ne fait toujours pas l'unanimité. C'est néanmoins le mode d'action que nous avons choisi parce qu'il est plus susceptible de libérer la parole mais également car il permet de faire émerger un rapport de force genré nécessaire au changement. Ce n'est en aucun cas une fin en soi. Au contraire, le réseau vise à terme le dépassement de toute opposition à caractère genré : l'égalité réelle.

Le réseau a aussi été accusé d'agir *contre* les hommes. S'il peut effrayer certains hommes dont le pré-carré est amené à être redéfini, le réseau n'agit pas contre les hommes mais contre l'accumulation des responsabilités, majoritairement exercées par des hommes, et il milite pour un partage égalitaire de celles-ci. Ces appréhensions existent également dans la société avec des injonctions telles que « Vous voulez un monde sans homme, vous voulez nous remplacer » entendues en réunion. Encore une fois, il ne s'agit pas de « remplacer » les hommes mais d'en finir avec la justification genrée des inégalités : un poste nécessitant de l'autorité ou de la poigne (caractère dit « masculin ») serait plus adapté à un homme qu'un poste nécessitant de l'empathie

(caractère dit « féminin »), lui plus adapté à une femme.

Pour ses détracteurs, le Réseau femmes PS 93 était un organe de cooptation opportuniste, où mettre en avant sa qualité de femme permettrait d'obtenir des responsabilités au nom de la parité, le fameux « mettre une femme parce que c'est une femme ». Or nous considérons que mettre à un poste ou dans un mandat une personne (femme ou homme) qui n'est pas compétente pour les responsabilités afférentes, c'est conserver le pouvoir pour soi. Le réseau s'est concentré non pas sur le fait de « placer » des femmes dans une logique néo-maternaliste mais bien sur le fait de les former et de les coacher pour leur permettre d'occuper les postes qu'elles souhaitent, si elles le souhaitent.

Faire le choix de la logique émancipatrice

Le Réseau femmes PS 93 a réussi, de façon empirique, à muer des ressentis individuels en action collective émancipatrice. Les militantes ont vécu une prise de conscience des situations d'inégalité vécues ou ressenties et une volonté d'agir ensemble pour que « prendre sa carte » rime avec « prendre sa place ». Notre combat n'était pas déterminé et partagé dès le départ, nous l'avons construit et façonné collectivement dans son contenu et ses modalités. Notre action a permis d'agir sur deux leviers : les cadres de l'organisation et la base militante. Cela n'a été possible que parce que le groupe que nous formions a su trouver une cohérence par-delà ses différences.

Pour cela, le réseau a adopté une logique nouvelle, refusant les discours victimaires, protecteurs, lobbyistes mais prônant l'*empowerment* féminin, c'est-à-dire une prise de pouvoir pour les individus par les individus eux-mêmes sans attendre une quelconque autorisation. En somme, les protagonistes n'attendent pas qu'on leur « donne » une place mais s'organisent pour « prendre » leur place dans l'organisation. Cela fait écho aux politiques protectrices et réparatrices menées contre les inégalités : notre conviction est qu'à côté d'un cadre normatif égalitaire, seule l'émancipation des femmes et la conscientisation des individus peuvent permettre d'atteindre et de maintenir l'égalité, car ils renversent la charge du contrôle social.

Les hommes doivent prendre leur place dans le féminisme car ce n'est pas un combat féminin. Dès lors, quelle place accorder à ceux qui veulent épouser cette lutte sans dénaturer le réseau et le format des réunions dans lesquelles la parole est libérée ? Si le réseau a choisi la non-mixité comme un moyen d'action, celle-ci n'est pas une fin en soi. Elle permet uniquement, par l'exacerbation des rapports de genre, de créer une sociabilité et un rapport de force nécessaire à leur dépassement : l'égalité réelle. Reste au réseau à continuer le travail qui a été entrepris et à aller plus loin : permettre la conscientisation de toutes et tous. Cela peut et doit passer par des

actions externes de sensibilisation et de mise en mouvement de la société civile : ce sera l'objet de nos travaux futurs.